



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LE PASSAGE EN FORCE DU POUVOIR RELANCER LA MOBILISATION POUR EN FINIR AVEC MACRON ET SA REFORME

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 5 MARS 2020

Dix minutes à peine ! C'est le temps qu'il a fallu au gouvernement pour décider du passage en force de sa réforme des retraites au Parlement, espérant ainsi mettre un point final à près de quatre mois de contestation.

Fidèle au mépris des classes populaires qui caractérise son quinquennat, Macron a profité d'un Conseil des ministres extraordinaire – initialement convoqué au sujet de l'épidémie de coronavirus – pour dégainer en loucedé le célèbre article 49-3 de la Constitution. Un geste révélateur et minable, bien à l'image du personnage et qui ne fera qu'accélérer la crise politique dans laquelle la macronie est embarquée

Mais s'il espérait profiter de l'inquiétude et des craintes suscitées par l'épidémie pour empêcher toute réaction à son mauvais coup, c'est raté : le soir même et les jours qui ont suivi, des milliers de manifestants se sont retrouvés à Paris et dans le reste de la France pour protester contre cette énième provocation du duo Macron-Philippe.

FIN DU DEBAT

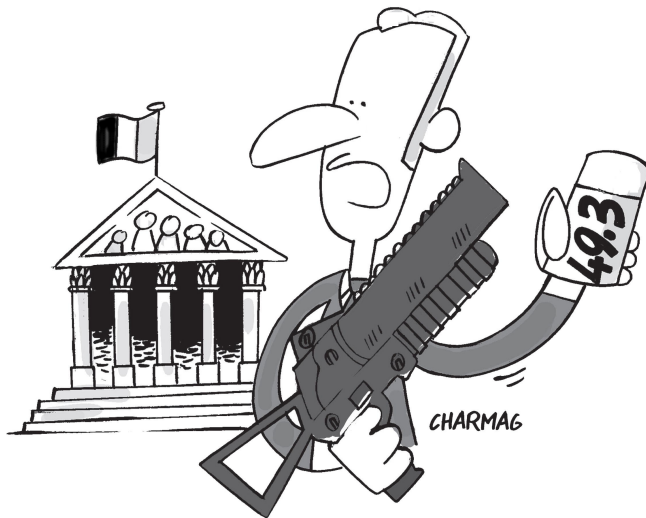
OU DEBUT DE LA FIN ?

L'usage de ce 49.3 en dit long sur le discrédit de ce gouvernement, réduit à un coup de force, y compris contre sa propre majorité parlementaire ! "En Marche" dispose tout de même de près de 300 députés godillots, dont la docilité à l'égard de l'Élysée est notoire. Et ce ne sont pas les oppositions parlementaires de gauche ou de droite qui pourraient menacer le moins du monde le pouvoir, comme l'a encore prouvé le vote des 2 motions de « censure », mardi soir.

Si Emmanuel Macron et Edouard Philippe ont décidé de mettre « fin au débat », c'est moins par crainte de cette dérisoire « bataille parlementaire », livrée à grands coups d'amendements des députés de la France Insoumise et du Parti Communiste que

par peur de voir la contestation dans la rue se poursuivre, comme c'est le cas depuis le début du mois de décembre.

Mais par leur coup de force, Macron et Philippe contribuent à relancer la mobilisation. Certes, la grève reconductible dans les transports s'est arrêtée, mais nombre de travailleurs de ces secteurs ne se sentent ni déçus, ni battus et cherchent la prochaine occasion pour relancer, à la fois le mouvement contre la réforme des retraites et les innombrables autres saloperies de ce gouvernement au service des riches. A commencer par les enseignants et lycéens qui continuent de protester contre la réforme du bac Blanquer et sa casse de l'éducation publique. Ou les personnels des hôpitaux contre l'austérité généralisée.



RELANCER LA GREVE ET LA MOBILISATION GENERALE

Voilà quatre mois que Macron n'arrive pas à sortir du cycle de contestation qu'il a provoqué avec sa réforme. En dépit de ses diversions pour reprendre la main, comme la pseudo-concertation offerte aux syndicats sur le financement de la réforme. Ou la reprise des vieilles rengaines racistes autour de sa campagne islamophobe contre le « séparatisme islamiste » !

Dans la rue et par la grève, il faut augmenter la pression sur ce pouvoir qui sacrifie nos vies à leurs profits. Au cours des prochains jours, les occasions de nous mobiliser ne vont pas manquer : journée de mobilisation des « facs et labos en lutte » le jeudi 5 mars, « grève internationale des femmes » le dimanche 8 mars, nouvel « acte » des Gilets jaunes et « marche contre les violences policières » le samedi 14 mars, « semaine noire » à partir du lundi 16 mars, « marche des solidarités » le samedi 21 mars, à l'occasion de la journée internationale contre les discriminations raciales... Autant de colères qui doivent converger !

En appelant à une prochaine journée de grève le 31 mars seulement, sans perspective de manifestation nationale à Paris pour regrouper nos forces face au pouvoir, l'intersyndicale n'offre pas le minimum du plan de bataille dont nous avons pourtant besoin pour gagner.

CORONAVIRUS :

L'ÉPIDÉMIE COMME REVELATEUR

L'épidémie suscite une émotion légitime. L'impréparation des autorités sanitaires est manifeste. Si des milliers de personnes devaient contracter la maladie, comment des hôpitaux exsangues, des urgences déjà débordées, ou des EHPAD en sous effectifs pourraient-ils faire face ? L'extension de l'épidémie ne ferait que confirmer ce que dénoncent depuis deux ans leurs personnels en lutte: le scandale des politiques d'austérité infligées au secteur de la santé. Mais derrière la crise sanitaire se profile une possible crise économique majeure. L'économie chinoise pèse lourd dans l'économie aujourd'hui mondialisée. Son ralentissement brutal, suite au coronavirus, pourrait gagner toute la planète. Et qui paierait alors la facture de la crise? Dans une économie capitaliste où le profit et les dividendes des actionnaires sont l'objectif prioritaire, c'est le monde du travail qui serait appelé à de nouveaux sacrifices, en termes d'emplois, de salaires, de services publics. S'il faut donc espérer venir à bout du coronavirus, il est tout aussi indispensable d'en finir avec ce système capitaliste « *qui ruine la société* » (un des slogans des manifs retraites).

GHOSN, "CHAMPION" DES PARADIS FISCAUX

Le 24 février 2020, Renault a annoncé qu'il se constituait partie civile dans le cadre de l'enquête judiciaire visant Carlos Ghosn. Il aura donc fallu plus d'un an pour que Renault se décide à faire quelque chose face à des malversations avérées.

Tout le monde se souvient des vidéos où Ghosn paraissait au château de Versailles à l'occasion d'une soirée fastueuse, avec des figurants déguisés en valets d'époque. Sur les 154 invités à ce banquet, 94 étaient des proches : enfants, sœurs, cousins, amis...

Des informations judiciaires ont été ouvertes « *pour abus de biens sociaux, abus de confiance aggravés, faux et usage, blanchiment aggravé d'abus de biens sociaux (...)* ». Rachida Dati en a profité pour 900 000 euros ! Et depuis, les enquêtes du Monde, de Mediapart et du Canard Enchaîné en révèlent chaque jour un peu plus. Cela se compte en millions d'euros, passant par toutes les "étapes" mondiales des paradis fiscaux. Et personne à la direction de Renault ne savait ? Ils nous prennent vraiment pour des billes !

A MULHOUSE,

MACRON EN GUERRE CONTRE QUI ?

Avec ses réformes de l'assurance chômage et des APL qui vont appauvrir des centaines de milliers de gens, et après deux mois de fortes mobilisations contre sa réforme des retraites, Macron mesurait sans peine l'ampleur de son impopularité. Alors à Mulhouse, il y a 15 jours, il est parti à la reconquête des quartiers « *en perdition* ». Allait-il promettre d'en finir avec les milliards de cadeaux faits aux riches et aux capitalistes, pour réimplanter partout les services publics, ou pour créer les emplois nécessaires à l'insertion sociale des jeunes des quartiers populaires qui vivent au quotidien

l'exclusion et le déni de citoyenneté ? Non : son nouveau cheval de bataille, c'est la guerre au « *séparatisme islamiste* ». Derrière cette expression, qu'il le veuille ou non, tous les musulmans se sentent suspectés de radicalisation. Quant à « *réconcilier avec la République* » ceux et celles qui seraient tentés.e.s par le djihadisme, suggérons à Macron de rompre tous les liens de la France avec l'Etat d'Israël et ses dirigeants qui piétinent depuis si longtemps les droits des palestiniens.

OUVRONS NOS FRONTIERES

AUX VICTIMES DE LA DICTATURE SYRIENNE

En 2011, un énorme soulèvement populaire ébranlait la dictature de Bachar El Assad. Depuis, sous prétexte de combattre un mouvement terroriste, celui-ci fait une guerre sanglante à son peuple. Face à un massacre dont sont victimes des millions de civils, les puissances occidentales haussent un moment le ton, puis font de la lutte contre Daech leur priorité, laissant le champ libre à Assad. Tandis que la Russie lui fournit l'aide massive nécessaire à la reconquête du pays. La dernière poche de résistance, autour d'Idleb, est aujourd'hui plongée dans l'horreur de bombardements qui frappent sans distinction civils, écoles, hôpitaux. Des centaines de milliers de réfugiés supplémentaires connaissent l'horreur de l'exil et du dénuement total. A l'opposé de la solidarité humaine dont ils devraient bénéficier, ils font l'objet d'un ignoble marchandage entre l'Europe et la Turquie. Une honte ! Imaginons une seconde une dictature sanglante faisant fuir des millions de civils de France ou d'Europe. Franchement, ne trouverait-on pas « humain » que d'autres pays leur ouvrent leurs portes ?

DROITS DES FEMMES : 7 ET 8 MARS LES « GRANDES GAGNANTES » DANS LA RUE !

Les femmes seraient, d'après le gouvernement, « *les grandes gagnantes* » de sa réforme des retraites qu'ils veulent faire passer en force avec le 49-3. Comment cela serait-il possible puisque le principe de la retraite à points est de calculer le montant des retraites sur les points accumulés sur l'ensemble de la carrière et non plus sur les seules 25 meilleures années ? Pour les femmes comme pour les hommes. Mais pour les femmes, qui plus souvent que les hommes enchaînent petits boulots et périodes de chômage, ce serait la « *double peine* ». On comprend pourquoi elles étaient déjà nombreuses dans les manifs « retraites » depuis décembre. A l'occasion du 8 mars, journée internationale pour les droits des femmes, ensemble, hommes et femmes, manifestons pour l'égalité au travail et dans la vie publique, pour le partage des tâches à la maison, contre les violences faites aux femmes.

A Rouen, Rassemblement

Samedi 7 mars 14h30 - Place du Vieux Marché
A l'appel du collectif « Droit Des Femmes » ;
avec le soutien de l'Intersyndicale et Gilets Jaunes